

GROUPE GECI INTERNATIONAL
105 BIS, BOULEVARD MALESHERBES
75008 PARIS

RAPPORT ANNUEL CONSOLIDE
EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2006

I – RAPPORT D’ACTIVITE

Le groupe GECI International est un groupe international de conseil et développement en ingénierie de haute technologie, dédié à l’excellence, et à la valorisation de son expertise et son savoir-faire pour le développement de projets innovants avec un positionnement d’avant-garde dans l’Univers des Transports.

I.1 - MODALITES DE PRESENTATION - NORMES IFRS

De nouvelles normes comptables communes ont été introduites en Europe en 2005 : elles requièrent l’adoption de nouvelles règles à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2005, soit pour GECI International à compter des exercices ouverts au 1^{er} avril 2005.

Le Groupe appliquait déjà la plupart des normes significatives au cours des années précédentes, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance du chiffre d’affaires, les retraites et autres engagements assimilés, le crédit-bail et le classement des créances affacturées en dettes financières.

Le Groupe publie aujourd’hui, et pour la première fois, ses résultats annuels selon les normes IFRS. Dans le but de rendre comparable l’information financière intégrant désormais les normes IFRS, la période comptable de l’exercice 2004-2005 est présentée en base pro forma selon les normes IFRS. La réconciliation des informations pro forma IFRS présentées et des informations présentées au cours des exercices précédents selon l’ancien référentiel fait l’objet d’une section spécifique des états financiers.

I.2 - ACTIVITE DU GROUPE

Le chiffre d’affaires de l’exercice 2005-2006 s’élève à 35,2 M€ contre 27,7 M€ l’exercice précédent, soit une croissance de 27,1%.

La progression du chiffre d’affaires s’explique principalement par :

- une forte croissance organique de l’activité en Allemagne de l’ordre de 5,1 M€ (+ 56% pour cette zone géographique),
- la croissance de l’activité en France de l’ordre de 2,3 M€ (dont 1,3 M€ lié à l’intégration en année pleine de la société AGIR).

■ Chiffre d’affaires par secteur d’activité

Chiffres d'affaires	Aéro-nautique	Spatial	Propulsion	Transport	Naval	Autres secteurs	Ensemble du Groupe
31 Mars 2006	26 467	3 412	1 479	1 480	2 366	1	35 205
31 Mars 2005	20 330	3 290	1 144	2 126	708	70	27 668

La part du chiffre d’affaires réalisée dans l’aéronautique reste prépondérante avec 75% sur l’exercice contre 73 % l’année dernière.

■ Chiffre d'affaires par zone géographique*

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Ingénierie France			
Chiffre d'affaires		18 026	15 702
Résultat opérationnel courant		708	168
% CA		3,9%	1,1%
Ingénierie Allemagne et Roumanie			
Chiffre d'affaires		14 204	9 149
Résultat opérationnel courant		1 733	639
% CA		12,2%	7,0%
Ingénierie Autres Pays			
Chiffre d'affaires		2 975	2 817
Résultat opérationnel courant		-402	-782
% CA		-13,5%	-27,8%
Holding et Développement Skylander*			
Résultat opérationnel courant		-81	-1 319
TOTAL GROUPE			
Chiffre d'affaires		35 205	27 668
Résultat opérationnel courant		1 958	-1 294
% CA		5,6%	-4,7%

* yc compris annulation marge interne sur refacturation ingénierie Roumanie

La rentabilité par zone géographique est assez variable (+12,2 % en Allemagne et Roumanie, +3,9% en France et -13,5% dans les autres pays). Cette disparité témoigne des investissements commerciaux effectués par le groupe pour diversifier son activité, certaines unités opérationnelles n'atteignent ainsi pas à ce jour une taille suffisante pour être en ligne avec l'objectif minimum de rentabilité du groupe GECI International de 10%.

Cette hausse de l'activité s'est accompagnée d'un accroissement maîtrisé des effectifs productifs permanents et partenaires d'environ 80 personnes (soit +18.8% par rapport à l'exercice précédent).

Ces éléments associés à un effort continu sur les frais généraux qui sont restés stables ont permis un redressement significatif du résultat opérationnel courant à + 2,0 M€ contre -1,3 M€ au 31 mars 2005.

Le taux de marge opérationnelle s'élève ainsi à 5.6% sur l'année, en augmentation sur la période avec 7,4% sur le deuxième semestre contre 3,5 % au premier semestre. Ce taux se rapproche ainsi de l'objectif de rentabilité du groupe GECI International.

Le résultat net s'établit à 1,2 M€ contre -2,6 M€ pour l'exercice précédent, cet exercice marquant ainsi un retour aux bénéfices.

Cette performance traduit la reconnaissance de l'excellence technique du groupe GECI International, partenaire privilégié des grands donneurs d'ordre du secteur industriel. Le groupe exerce une participation majeure sur les principaux programmes européens (A380 passagers et cargo, A400M, Falcon F7X, hélicoptère NH90).

I.3 - SITUATION FINANCIERE

Le premier semestre de l'exercice a été marqué par le succès d'une augmentation de capital par appel au marché, d'un montant (net de frais) d'environ 12,6 M€. Cette opération a permis l'injection de liquidités pour environ 5,4 M€ et l'incorporation au capital du compte courant de l'actionnaire principal pour environ 7,2 M€.

Les capitaux propres du Groupe sont ainsi reconstitués à +8,6 M€ contre -6,1 M€ au 31.03.05. Cette opération a permis de réduire significativement les dettes financières du groupe ce qui permettra de réduire les charges d'endettement et donc une amélioration de la rentabilité.

Le succès de l'augmentation de capital et l'amélioration de ses résultats permettent aujourd'hui au groupe GECI International d'envisager la poursuite de son développement, une diversification durable de sa clientèle et le retour à une stratégie axée sur la valeur ajoutée. Cette stratégie de valeur ajoutée

s'appuie notamment sur la capitalisation du savoir-faire technologique comme en témoignent les projets prestigieux sur lesquels le groupe GECI International est intervenu depuis sa création en 1980.

Au 31 mars 2006, l'endettement net du Groupe s'élève à 4.367 k€ contre 13.465 k€ un an plus tôt. La diminution s'explique principalement par l'incorporation au capital du compte courant de l'actionnaire principal pour environ 7,2 M€ mais aussi du moindre recours à l'affacturage au 31 mars 2006 (4.005 k€ contre 5.066 k€ au 31 mars 2005).

I.4 - PERSPECTIVES

■ Activité d'ingénierie

Fort de ses atouts d'excellence technique et de sa capacité à mobiliser des équipes internationales, le groupe GECI International anticipe la poursuite d'une forte croissance organique, en renforçant ses positions actuelles et en exerçant un rôle déterminant dans l'accompagnement du développement technologique de nouveaux acteurs industriels.

Le groupe entend également mettre à profit son expérience en matière de conduite de projet et sa notoriété technique pour élargir son offre de conduite de projet à d'autres secteurs. GECI International accélérera aussi son développement dans la conception de structure et d'infrastructure appliquée à l'offshore et à l'énergie.

Le Groupe continue parallèlement d'étudier et de rechercher des opportunités d'acquisition qui lui permettraient de doper sa croissance, d'élargir son offre, de réaliser des économies d'échelle et donc d'accroître sa rentabilité.

■ Programme Skylander

Le groupe GECI International poursuit activement le montage financier du programme, facilité par l'obtention récente du label PIN (cf. ci-dessous), et confirme son objectif de lancement officiel à l'automne 2006.

L'activité de conseil et d'ingénierie du groupe bénéficiera largement des retombées liées à ce projet, élargissant considérablement le domaine de réalisation du groupe GECI International. Le groupe vient d'ailleurs d'ouvrir un bureau au Portugal pour son activité de conseil en Ingénierie.

Le lancement du programme Skylander est un enjeu majeur pour le groupe GECI International, précurseur d'un véritable changement de dimension du groupe.

I.5- ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

■ Programme Skylander

Le GECI International a souhaité capitaliser sur une expérience, un savoir-faire acquis depuis 25 ans et une bonne connaissance des marchés internationaux par le développement de l'avant programme d'un avion utilitaire léger le « SKYLANDER ».

Les études de conception générale de l'avion sont achevées, les essais de maquette en soufflerie sont venus confirmer les caractéristiques techniques théoriques de l'appareil. Une attention particulière a été portée pour l'étude d'un modèle d'industrialisation très compétitif. Ce modèle, basé sur une automatisation maximale du processus d'industrialisation, permet d'obtenir des coûts de production comparables à ceux atteints par des industriels de pays disposant d'une main d'oeuvre très compétitive. Il est prévu une politique de sous-traitance maximale et, ainsi, de s'appuyer en particulier sur un réseau d'industriels pour assurer la fabrication des pièces et des sous-ensembles.

Le Groupe continue le développement du programme SKYLANDER. Sur l'exercice 2005/2006 les dépenses engagées s'élèvent à 1,4 M€, dont 1,1 M€ ont été portés au bilan en frais de développement (le solde soit 0,3 M€ représente des dépenses commerciales et administratives non susceptibles d'être portées au bilan). Le montant cumulé des frais de développement liés au projet Skylander s'élève à 4.3 M€ au 31 mars 2006.

Ce projet vient d'obtenir le label officiel PIN (Projet d'Intérêt National) du gouvernement Portugais. Ce projet est en effet idéalement conçu pour le déploiement d'une nouvelle industrie aéronautique et d'un premier avion, et s'inscrit dans la ligne du développement technologique de l'Alentèje au Portugal. Ce

programme devrait à terme représenter un millier d'emplois entre la nouvelle filiale SKY AIRCRAFT INDUSTRIES et les partenaires français et portugais.

Ce label PIN qui démontre le soutien politique pour ce projet franco-portugais vient créer une dynamique favorable à la finalisation du partenariat financier qui permettra le lancement officiel du programme.

Dans un marché de 4.200 avions, les objectifs de vente du SKYLANDER sont de 1.100 avions à un rythme de 72 avions par an en vitesse de croisière et au prix très compétitif de 4M\$. Une deuxième étude de marché basée sur la consultation de compagnies aériennes est venue confirmer les objectifs de vente du SKYLANDER et l'attente d'un nouvel avion de cette catégorie.

La société GTH qui détient une participation de 36,3% dans GECI International est venue soutenir le financement de ce projet par une subvention de 1.000 K€ assortie d'une clause de remboursement éventuel en cas de retour à meilleure fortune dans les cinq ans à compter de la date de signature de l'acte, soit le 31 mars 2011.

Le retour à meilleure fortune se définit comme suit : des comptes approuvés par l'assemblée générale faisant apparaître une situation nette supérieure ou égale à 2 000 000 euros pour la deuxième année consécutive.

■ **Autres activités de recherche et développement**

Les projets de recherche et développement portent principalement sur les « analyses et les simulations numériques de structures à géométrie complexe dans les domaines de la mécanique, de la thermique et de la dynamique rapide ». Ces coûts sont supportés en totalité en France, et s'élèvent pour l'année civile 2005 à 903 k€ contre 832 k€ en 2004.

1.6- FACTEURS DE RISQUES

■ **Risque de Change**

Compte tenu du caractère international des activités de la société et de son organisation, GECI International se trouve exposé à un risque de change. Cependant, GECI International facture la totalité des coûts directs liés à un client dans sa devise. La différence entre le chiffre d'affaires et les coûts directs facturés au client étranger rend ainsi le risque de change peu significatif. Ce risque fait néanmoins l'objet d'une attention particulière et si la société devait conclure un contrat dont la devise de facturation diffèrait de la devise de paiement des coûts directs, une couverture de change serait souscrite.

■ **Risque de taux**

Les sociétés françaises opérationnelles du Groupe, GECI France et GECI SYSTEMES, ont recours à l'affacturage depuis le milieu de l'exercice 2003/2004 et bénéficient d'un taux d'affacturage calculé sur la base de l'EURIBOR 3 mois augmenté d'une marge de l'ordre de 1,6%.

Aucune autre dette financière significative n'est à taux variable. Le taux d'intérêt de la majeure partie du compte courant consenti par l'actionnaire principal est un taux fixe à 3,5%.

La Société n'est contrepartie d'aucun contrat de swap ni d'aucune autre opération ayant pour effet de modifier l'échéancier de la dette et/ou la nature du taux d'intérêt.

■ **Risque de garantie**

Les risques de garantie concernent, dans le conseil et le service en haute technologie, les contrats au forfait. En effet, le fournisseur s'engage sur la réalisation d'une prestation correspondant au cahier des charges initial émis par le client, et ce dans des délais et pour une somme forfaitaire négociée lors de la signature du contrat.

La gestion des risques sur contrat repose sur un management de programme rigoureux qui intègre des prévisions régulières, une re-planification des ressources hebdomadaires, et une distinction précise des réalisations qui relèvent soit du cahier des charges initial soit de travaux complémentaires hors forfait facturables séparément.

■ **Risque de dépendance vis-à-vis d'un nombre réduit de clients.**

GECI International dispose d'un portefeuille d'une centaine de clients. Sa stratégie est aujourd'hui axée sur un accroissement de cette clientèle, sur une extension des activités, dans des secteurs connexes, tels la défense et le naval et enfin sur la valorisation de son savoir-faire et de sa connaissance des marchés internationaux au travers d'une offre de concepts et de projets en partenariat industriel.

Cette stratégie de développement devrait donner au groupe une diversification beaucoup plus importante, le risque de se retrouver pour un nombre d'activités en même phase de retournement étant ainsi réduit.

Néanmoins, l'activité aéronautique étant de plus en plus concentrée autour d'un nombre réduit d'acteurs, toute interruption des relations commerciales avec un acteur majeur pourrait avoir un effet négatif sur le chiffre d'affaires de la société, ses résultats et sa situation financière. Afin de se prémunir, la société insiste notamment sur la compétence et la qualité des prestations, s'est dotée de ressources dans des pays à la main d'œuvre très compétitive et a mis en place une organisation flexible grâce à l'utilisation de consultants et experts non salariés qui sont contractuellement liés aux projets auxquels ils sont rattachés. Cet ensemble de mesures associé à une extension importante des activités et du portefeuille clients est de nature à minimiser les risques existants.

■ **Risque associés au développement international**

GECI International intervient sur la scène internationale depuis plus de 20 ans, le groupe a développé un immense savoir-faire, en particulier, dans sa capacité à conduire et réaliser des grands projets sur des plateformes différentes, en utilisant ses différents bureaux et des ressources différentes, sa culture est également internationale. La commercialisation de ses prestations et de ses services en dehors de la France a représenté en mars 2006, près de 50% du chiffre d'affaires. Une des composantes de la stratégie à long terme de la Société est son expansion à l'international. Toutefois, aucune garantie ne peut être fermement donnée à l'avenir sur le fait que la Société serait toujours capable de promouvoir, vendre, et commercialiser avec succès ses prestations et ses services à l'international, ni de compenser le coût des ressources qui y seront allouées. Par ailleurs, la Société pourrait se trouver confrontée à des risques inhérents à tout développement international, comme les modifications imprévisibles, par les autorités de contrôle, des restrictions à l'exportation, les barrières et les tarifs douaniers, la difficulté de gérer des opérations à l'étranger, les différences de standards technologiques entre les pays, les lois et les pratiques en matière sociale de certains pays, les délais dans les conditions de paiement, les problèmes d'encaissement, les instabilités politiques, les réductions saisonnières d'activité et l'imposition d'éventuels impôts et taxes non prévus. Ces facteurs de risque pourraient avoir un effet négatif sur les opérations internationales de la Société et donc sur son chiffre d'affaires, ses résultats et sa situation financière.

■ **Risque sur les fonds propres consolidés en cas de non aboutissement du projet Skylander**

Le Groupe a activé une partie des charges relatives au développement du projet d'avion Skylander pour un montant total de 4314 K€ au 31 mars 2006. Le Groupe estime en effet que les perspectives de développement de ce projet paraissent suffisamment abouties même si évidemment il n'y a pas à ce jour de certitude absolue de réussite. En cas d'échec, les montants ci-dessus devraient être dépréciés et l'incidence sur le résultat et sur les fonds propres serait une baisse de 4314 K€, hors effet fiscal. Bien entendu, cette dépréciation purement comptable n'aurait pas d'effet sur la trésorerie du Groupe.

■ **Risque juridique**

Le groupe a établi une politique encadrée par les fonctions support du groupe pour l'établissement de contrats avec des clients ou partenaires et s'entoure de conseils juridiques pour bien maîtriser les risques, qu'ils soient de nature économique, sociale ou fiscale.

II - ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

II.1 - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	En k€	Notes	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Chiffre d'Affaires		1	35 205	27 668
Coûts Directs		2	-24 922	-20 841
Marge Brute			10 283	6 827
% Chiffre d'affaires			29,2%	24,7%
Frais Généraux		3	-8 325	-8 121
Résultat Opérationnel Courant			1 958	-1 294
% Chiffre d'affaires			5,6%	-4,7%
Autres Produits et Charges Opérationnels		4	-194	-400
Résultat Opérationnel Net			1 764	-1 694
Coût de l'Endettement Financier Net			-411	-491
Autres Produits et Charges Financiers		5	-62	-158
Résultat avant Impôt			1 291	-2 343
Impôt		10	-85	-216
Résultat Net			1 206	-2 559
dont Intérêts Minoritaires			52	36
dont Part du Groupe			1 154	-2 595
	En € par action		Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Nombre d'actions			21 488 000	12 892 800
Résultat net (part du Groupe) par action			0,054	-0,201
Résultat net dilué (part du Groupe) par action			0,054	-0,201
<i>En cas de résultat négatif, le résultat net dilué par action est égal au résultat net non dilué</i>				
<i>Pour info : Nombre dilué d'actions</i>				
			21 488 000	13 242 700

II.2 - BILAN CONSOLIDE

En k€ ACTIF	Notes	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Ecart d'acquisition			
Frais de développement (<i>Skylander</i>)	6	4 314	3 197
Immobilisations incorporelles	6	344	268
Immobilisations corporelles	6	728	618
Participations dans les entreprises associées	6	106	66
Actifs financiers non courants	6	310	332
Impôts différés actif	12	402	225
Actifs non courants		6 204	4 706
Clients et comptes rattachés			
Actifs sur contrats en cours		2 543	1 679
Autres actifs courants		3 490	2 774
Disponibilités et quasi-disponibilités		1 201	870
Actifs courants		17 995	15 687
TOTAL DE L'ACTIF		24 199	20 393

En k€ PASSIF		Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Capital Social		5 372	3 223
Primes		10 384	0
Réserves consolidées		-8 593	-6 981
Ecart de conversion		168	129
Résultat Net - Part du Groupe		1 154	-2 595
Capitaux Propres - Part du Groupe		8 485	-6 224
Intérêts minoritaires		80	97
Capitaux Propres		8 565	-6 127
Provision retraites et assimilées	8	306	295
Dettes financières long terme	7	0	7 973
Passifs non courants		306	8 268
Dettes financières courantes			
Provisions courantes	8	227	302
Passifs sur contrats en cours		626	910
Fournisseurs et comptes rattachés		2 249	1 657
Autres passifs courants	9	6 658	9 021
Passifs courants		15 328	18 252
TOTAL DU PASSIF		24 199	20 393

II.3 - TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
FLUX DE TRESORERIE LIES À L'ACTIVITE			
Résultat net du Groupe		1 206	-2 559
+ Amortissements et provisions		694	534
- Plus et Moins values de cession d'immobilisations		0	0
- Autres éléments sans incidence de trésorerie		0	0
- Charge d'endettement net		411	491
- Charge d'impôt (yc impôts différés)		85	216
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		2 396	-1 318
<i>Charge d'impôt (yc impôts différés)</i>		-85	-216
<i>Variation des Impôts différés</i>		-178	0
Charge d'impôt (hors impôts différés)		-263	-216
<i>Variation de stocks</i>		0	0
<i>Variation des créances exploitation</i>		-848	-1 395
<i>Variation des dettes exploitation</i>		-2 184	2 170
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation		-3 033	775
FLUX DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE - (A)		-899	-760
Décaissements nets sur acquisitions/cessions immobilisations		-935	-279
Developpement Autofinancé (Skylander)		-1 116	-590
Investissements d'exploitations nets		-2 051	-870
Encaissements nets liés aux acquisitions financières		-46	-97
Trésorerie des sociétés acquises (cédées) durant l'exercice		0	42
Investissements financiers nets		-46	-55
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT - (B)		-2 098	-924
Encaissement net sur augmentation de capital		5 348	
<i>dont augmentation de capital</i>		12 533	0
<i>dont compensation de comptes courant actionnaires</i>		-7 185	
Dividendes versés dans les filiales aux minoritaires		-40	0
Apports en compte courant		-265	589
Abandon créance Holding		0	500
Variation nette des emprunts		-150	0
Charge d'endettement net		-411	-491
FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT - (C)		4 482	598
Variation des cours des devises		13	69
VARIATION DE TRESORERIE		1 498	-1 017
Trésorerie d'ouverture		-4 312	-3 295
Variation de trésorerie		1 498	-1 017
Trésorerie de clôture		-2 814	-4 312
dont disponibilités et quasi disponibilités		1 201	870
<i>dont avances perçues de la société d'affacturage</i>		-4 005	-5 066
<i>dont autres (découverts...)</i>		-10	-116

II.4 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	En k€				Ecart de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Consolidés
	Capital Social	Primes	Réserves et Résultat Consolidés	Résultat Consolidés				
Capitaux propres au 31.03.2004	3 223	0	-7 462		41	-4 198	19	-4 179
Résultat de période			-2 595			-2 595	36	-2 559
Variation des écarts de conversion			-19		88	69		69
Abandon créance actionnaire			500			500	0	500
Première Consolidation AGIR						0	42	42
Capitaux propres au 31.03.2005	3 223	0	-9 576		129	-6 224	97	-6 127
Résultat de période			1 154			1 154	52	1 206
Variation des écarts de conversion			-17		39	22		22
Augmentation du capital	2 149	10 384				12 533		12 533
Distribution de dividendes DO-PS						0	-40	-40
Subvention			1 000			1 000		1 000
Augmentation de participation chez AGIR						0	-29	-29
Capitaux propres au 31.03.2006	5 372	10 384	-7 439		168	8 485	80	8 565

Le capital social est composé de 21.488.000 actions d'un nominal de 0,25 €. 10.839.051 actions sont inscrites au nominatif et 10.648.949 actions sont au porteur.

II.5 - INFORMATIONS SECTORIELLES

■ Informations par zone géographique

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Ingénierie France			
Chiffre d'affaires		18 026	15 702
Résultat opérationnel courant		708	168
% CA		3,9%	1,1%
Ingénierie Allemagne et Roumanie			
Chiffre d'affaires		14 204	9 149
Résultat opérationnel courant		1 733	639
% CA		12,2%	7,0%
Ingénierie Autres Pays			
Chiffre d'affaires		2 975	2 817
Résultat opérationnel courant		-402	-782
% CA		-13,5%	-27,8%
Holding et Developpement Skylander*			
Résultat opérationnel courant		-81	-1 319
TOTAL GROUPE			
Chiffre d'affaires		35 205	27 668
Résultat opérationnel courant		1 958	-1 294
% CA		5,6%	-4,7%

* yc compris annulation marge interne sur refacturation ingénierie Roumanie

	En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Ingénierie France			
Clients		6 700	6 803
Actifs sur contrats en cours		1 393	1 557
Passifs sur contrats en cours		608	266
Ingénierie Allemagne et Roumanie			
Clients		3 425	2 760
Actifs sur contrats en cours		1 150	0
Passifs sur contrats en cours		0	621
Ingénierie Autres Pays			
Clients		633	796
Actifs sur contrats en cours		0	122
Passifs sur contrats en cours		18	23
Holding et Developpement Skylander*			
Clients		3	5
Actifs sur contrats en cours		0	0
Passifs sur contrats en cours		0	0
TOTAL GROUPE			
Clients		10 761	10 364
Actifs sur contrats en cours		2 543	1 679
Passifs sur contrats en cours		626	910

■ Informations par secteur d'activité

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Aéronautique		26 467	20 330
Spatial		3 412	3 290
Transport		1 480	2 126
Propulsion		1 479	1 144
Naval (Agir)		2 366	708
Autres		1	70
Chiffre d'affaires consolidé		35 205	27 668

II.6 - NOTES ANNEXES

■ Faits Marquants

Les faits marquants sont décrits dans le rapport d'activité du groupe.

■ Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture majeur n'est à signaler.

■ Evolution du périmètre de consolidation

La société AGIR a été intégrée au périmètre de consolidation à partir de décembre 2004. Son incidence n'est pas suffisamment significative pour nécessiter la présentation de comptes pro forma.

■ Règles de présentation

A compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2005, les états financiers consolidés sont préparés selon les normes comptables internationales (IFRS - International Financial Reporting standards) et en conformité avec le règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002. La présente information financière a donc été préparée selon les règles de reconnaissance et d'évaluation des transactions découlant des normes IFRS applicables au 31 mars 2006.

Les états financiers antérieurs au 1er avril 2005 initialement préparés en conformité avec le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, ont été retraités selon les normes comptables internationales. L'ensemble du processus de conversion des normes françaises aux normes internationales est détaillé en section « Transition aux normes comptables internationales - IFRS »

En application des normes de présentation IFRS, le Groupe présente au bilan, de façon séparée, ses actifs courants et non-courants et ses passifs courants et non-courants.

Le Groupe a classé en actifs et passifs courants, les actifs et passifs qu'elle s'attend à réaliser, à consommer ou à régler durant son cycle normal d'exploitation lequel peut s'étendre au delà des 12 mois après la clôture de l'exercice. Les actifs et passifs courants, hors les créances et dettes financières à court terme constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

■ Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés sur lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice

contractuel ou de fait de la direction opérationnelle de la société.

Toutes les sociétés consolidées le sont par la méthode de l'intégration globale et sur la base de situations arrêtées à la date de clôture du groupe et retraitées, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

Le périmètre de consolidation est détaillé par la suite.

■ Conversion des comptes libellés en devises étrangères

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis selon les principes suivants : le compte de résultat est converti au taux moyen; les postes d'actif et de passif sont convertis au taux de clôture; les différences de conversion engendrées par la variation des cours du change sont incluses dans les capitaux propres au poste "Ecart de conversion".

Les états financiers des entités étrangères opérant dans des économies hyper-inflationnistes sont retraités et établis dans la devise forte de référence utilisée dans le pays conformément à la norme IAS 29, avant d'être convertis dans la monnaie du Groupe. En application de cette règle, les sociétés indonésiennes, GECI INDONESIA et GECI NUSANTARA, transmettent des comptes en US Dollars.

Compte tenu du caractère international des activités de la société et de son organisation, GECI INTERNATIONAL se trouve exposé à un risque de change. Cependant, GECI INTERNATIONAL supporte généralement les coûts directs liés à un client dans sa devise. La différence entre le chiffre d'affaires et les coûts directs engagés rend ainsi le risque de change peu significatif.

■ Regroupement d'activités

Un regroupement d'activités peut impliquer l'achat par une entité des titres d'une autre entité, ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité, qui, ensemble, forment une ou plusieurs activités.

L'écart d'acquisition représente la différence non affectée, à la date de prise de contrôle, entre le coût d'acquisition d'une société ou d'une activité, et la part du Groupe dans l'actif net de cette société ou de cette activité, après l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise en conformité avec la norme IFRS 3.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif et sont soumis à un test de perte de valeur annuel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés directement en résultat de l'exercice d'acquisition.

■ **Date d'effet des acquisitions et des cessions**

Le compte de résultat consolidé intègre les résultats des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de leur date de prise de contrôle, et ceux des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à leur date de cession.

■ **Engagement de rachat des minoritaires**

Le compte de résultat consolidé intègre les résultats des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de leur date de prise de contrôle, et ceux des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à leur date de cession.

■ **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services liées aux activités courantes des sociétés.

Les prestations réalisées sur plusieurs exercices comptables donnent lieu à l'enregistrement d'un chiffre d'affaires proportionnel à l'avancement des travaux mesuré sur l'avancement des heures passées ramenées aux heures à terminaison.

Pour certains contrats particuliers, la société peut être amenée à effectuer une estimation des temps restants à réaliser et du chiffre d'affaires additionnel qui sera facturé sur les travaux complémentaires réalisés. Lorsque les travaux complémentaires n'ont pas encore fait l'objet d'avenants formalisés, la société effectue une estimation des heures qui seront in fine facturées.

L'écart entre le chiffre d'affaires apprécié à l'avancement des travaux et la facturation émise est enregistré au bilan :

- si le chiffre d'affaires à l'avancement excède la facturation émise en "Actif sur contrats en cours";
- si la facturation émise excède le chiffre d'affaires à l'avancement en "Passif sur contrats en cours".

Les frais généraux commerciaux, administratifs et financiers sont directement pris en charge dans l'exercice.

■ **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant retrace la performance opérationnelle du Groupe.

■ **Autres produits et charges opérationnels**

Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, peu fréquents et de montants significatifs que le Groupe présente de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante, ceci en conformité avec la recommandation du CNC du 27 octobre 2004 et le cadre conceptuel de l'IASB.

Les autres produits et charges opérationnels incluent la charge annuelle des options de souscription

d'actions, les coûts de réorganisation et de rationalisation, les litiges majeurs, les pertes de valeur conformément à l'application de l'IAS 36, et les plus et moins values de cession des actifs corporels et incorporels.

■ **Impôts sur les résultats**

La charge d'impôts dans le compte de résultat est égale à la somme des impôts courants et des impôts différés, en application de l'IAS 12.

Le Groupe applique la méthode du report variable et comptabilise un impôt différé lorsque la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur comptable.

Les actifs d'impôts différés résultant des déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur imputation sur des bénéfices futurs est probable. Cette appréciation est notamment basée sur les prévisions budgétaires du prochain exercice.

La société GECI INTERNATIONAL est la tête d'un groupe d'intégration fiscale depuis le 1^{er} avril 2002 qui comprend les sociétés suivantes : Geci International, Geci France, Geci Systèmes et SkyDesign.

■ **Résultat par action**

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net annuel par le nombre moyen d'actions composant le capital.

Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives, des options accordées au personnel.

Si le résultat est négatif, le résultat par action dilué est égal au résultat par action non dilué.

■ **Immobilisations**

- **Frais de recherche et développement**

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges à l'exception des projets qui remplissent les conditions suivantes :

- le projet est clairement identifié et les coûts du projet peuvent être évalués de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- le Groupe a l'intention de mener son projet à son terme et d'utiliser ou de vendre les solutions qui en résulteront,
- il existe un marché sur lequel le Groupe pourra vendre les solutions développées,
- il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe,

Le Groupe comptabilise à l'actif les coûts directs de développements liés au projet Skylander pour lequel il

considère que les critères précédents sont réunis.

- **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des logiciels. Ils sont amortis linéairement sur une durée propre à chaque utilisation sans excéder 3 ans.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant les modèles linéaires ou dégressifs en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériels de transport	5 ans
- Matériels informatiques	3 à 5 ans
- Matériel de bureau	3 à 5 ans
- Mobilier	10 ans

Les biens financés par contrats de location simple ne sont pas capitalisés. Les biens acquis en contrat de location financement sont capitalisés et l'endettement correspondant est constaté au passif du bilan. Le principe comptable ainsi suivi est en conformité avec la norme IAS17 sur les contrats de location.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation non consolidés figurent à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire ainsi définie est inférieure au coût d'acquisition.

■ **Créances clients**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

■ **Trésorerie**

La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme.

En cas d'excédents de trésorerie, ces derniers sont investis dans des valeurs mobilières de placement à fort coefficient de liquidités (SICAV et certificat de dépôt). Ces titres sont valorisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur de ces actifs sont enregistrées en résultat

■ **Endettement net**

Les sociétés françaises opérationnelles du Groupe, Geci France et Geci Systèmes, ont recours à l'affacturage depuis le milieu de l'exercice 2003/2004 et bénéficient d'un taux d'affacturage calculé sur la base de l'EURIBOR 3 mois augmenté d'une marge de l'ordre de 1.6%.

■ **Provisions**

Une provision est constituée lorsqu'il existe un passif, c'est-à-dire, un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour le Groupe, né d'une obligation actuelle (légale, réglementaire ou contractuelle) à l'égard d'un tiers (déterminable ou non) dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise à la clôture.

Leur évaluation se base sur l'estimation la plus probable de la dépense nécessaire pour éteindre l'obligation.

L'actualisation est appliquée, dès lors que son effet est significatif, et est comptabilisée en charges financières.

■ **Retraites et autres engagements vis à vis du personnel**

Seuls, les salariés des sociétés françaises bénéficient d'un régime de retraite à prestations définies (indemnités de fin de carrière légales) qui constituent une obligation pour le Groupe.

Le montant de l'engagement est comptabilisé sous forme de provision estimée sur la base d'évaluations actuarielles par un cabinet d'actuaire indépendant, à la clôture de chaque exercice. L'évaluation actuarielle, intègre des hypothèses d'âge de départ, d'évolution des salaires et de rotation du personnel.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Age de départ à la retraite : à l'initiative du salarié entre 62 ans et 64 ans selon les catégories d'effectif (non cadre/cadre).
- Taux d'actualisation : 4,25 %.
- Taux de progression des salaires : 2,5 %
- Turn-over annuel déterminé par tranche d'ages entre 0 % et 43 %.

Les pertes/gains actuariels liés à l'expérience et/ou la modification d'hypothèses, sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés, mais après application d'un corridor de 10 % de la valeur des engagements.

La charge comptabilisée en résultat opérationnel au titre des engagements décrits ci-dessus intègre :

- la charge correspondant à l'acquisition d'une année de droits supplémentaires,
- la charge ou le produit correspondant à l'amortissement d'écarts actuariels positifs ou négatifs,
- la charge ou le produit lié aux modifications des régimes ou à la mise en place de nouveaux régimes,

- la charge ou le produit lié à toute réduction ou liquidation de régime.

La charge comptabilisée en résultat financier au titre des engagements décrits ci-dessus intègre :

- le coût financier,

- la charge correspondant à la variation de l'actualisation des droits existants en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,

- le produit correspondant au rendement prévu des actifs.

■ Note 1 : Chiffre d'Affaires

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Facturations		34 170	28 461
Frais refacturables		-347	0
Variations des Actifs/Passifs sur contrats en cours		1 382	-793
Chiffre d'Affaires		35 205	27 668

■ Note 2 : Coûts Directs

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Frais de personnel		19 440	16 252
Honoraires consultants, contractors & sous-traitance		2 521	1 795
Amortissements et provisions		725	746
Licences informatiques, frais de missions et autres charges		2 236	2 048
Coûts Directs		24 922	20 841

■ Note 3 : Frais Généraux

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Frais de personnel		4 061	4 069
Loyers et frais de locaux		1 210	1 168
Frais de télécommunication et frais postaux		229	267
Honoraires		811	895
Frais de représentation		278	223
Impôts et Taxes		540	425
Amortissements et provisions		-9	151
Autres charges		1 205	923
Frais généraux		8 325	8 121

■ **Note 4 : Autres Produits et Charges Opérationnels**

Majorations sur dettes sociales et fiscales	141	-290
Dépenses de certification	-240	0
Autres	-95	-110
Autres produits et charges opérationnels	-194	-400

■ **Note 5 : Autres Produits et Charges Financiers**

En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Gains et pertes de change	-46	-162
Actualisation des indemnités de fin de carrière	-16	-6
Autres	0	10
Autres produits et charges financiers	-62	-158

Dans la plupart des cas, le Groupe établit ses factures dans la monnaie dans laquelle il fournit ses services, limitant ainsi son exposition au risque de change.

■ **Note 6 : Immobilisations**

Immobilisations incorporelles et corporelles

En k€	Imm. Incorporelles		Imm. Corporelles		Total
	Logiciels Techniques	Fonds commerciaux	Installations techniques	Equipement des bureaux, informatique	
Valeur brute au 31 mars 05	2 354	176	57	2 980	5 567
Acquisitions	313	0	7	617	937
Cessions	-82	0	0	-325	-407
Ecart conversion	36	0	0	22	58
Autres	0	0	0	64	64
Valeur brute au 31 mars 06	2 621	176	64	3 358	6 219
Amortissements au 31 mars 05	2 128	134	50	2 369	4 681
Dépréciation	222	19	7	511	759
Reprise sur cessions	-82	0	0	-323	-405
Ecart conversion	32	0	0	18	50
Autres	0	0	0	62	62
Amortissements au 31 mars 06	2 300	153	57	2 637	5 147
Valeur Nette au 31 Mars 06	321	23	7	721	1 072

Immobilisations financières

En k€	Titres de participation	Actifs financiers non courants			Total
		Prêts	Dépôts de garantie		
			Placés en actions	Simple	
Valeur brute au 31 mars 05	109	0	117	215	441
Acquisitions/Augmentations	50	0	13	10	73
Cessions/Remboursements	0	0	0	-57	-57
Ecart conversion	0	0	0	2	2
Autres	-10	10	0	0	0
Valeur brute au 31 mars 06	149	10	130	170	459
Dépréciations au 31 mars 05	43	0	0	0	43
Dépréciation		0	0	0	0
Reprise sur cessions	0	0	0	0	0
Ecart conversion	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Dépréciations au 31 mars 06	43	0	0	0	43
Valeur Nette au 31 Mars 06	106	10	130	170	416

■ Note 7 : Dettes financières courantes

En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Avances perçues du Factor	4 005	5 066
Compte-Courant actionnaires	509	7 960
Autres avances	728	767
Dettes de crédit-bail	315	412
Découverts et autres	11	130
Dettes financières	5 568	14 335
<i>dont court terme</i>	<i>5 568</i>	<i>6 362</i>
<i>dont long terme</i>		<i>7 973</i>
Disponibilités et assimilés	-1 201	-870
Endettement Net	4 367	13 465

Les avances perçues du factor sont rémunérées à Euribor 3 Mois + 1.6 point

Les compte-courants Actionnaires sont rémunérés à 3.50 %

Ces dettes (hors crédit bail détaillé plus avant) sont toutes exigibles à moins d'un an.

■ Note 8 : Provisions

	En k€	Mars.05 IFRS	Dotations	Reprises suite à consommation	Reprises non utilisées	Mars.06 IFRS
Litiges prud'homaux		280	31	48	110	153
Imposition forfaitaire annuelle - IFA		22	60	22	0	60
Autres charges		0	14	0	0	14
Provisions courantes		302	105	70	110	227
Provisions retraite et assimilées		295	99	14	74	306
Total des Provisions		597	204	84	184	533

■ Note 9 : Autres passifs courants

	En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Dettes sociales		3 286	4 482
Dettes fiscales		3 003	3 740
Comptes courants créditeurs		38	151
Dettes diverses		331	648
Autres passifs courants		6 658	9 021

■ Note 10 : Charge d'Impôts

	En k€	Avril-Mars.06 IFRS - 12M	Avril-Mars.05 IFRS - 12M
Impôts courants		262	216
Impôts différés		-177	0
Charge d'impôts		85	216

■ Note 11 : Taux effectif d'impôt

	En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Résultat net avant impôts		1 291	-2 343
Taux courant d'imposition en France		35,4%	35,4%
Impôt théorique au taux courant français		457	-829
Variation des déficits fiscaux non activés (Utilisation de déficits antérieurement non activés ou Non activation de déficits générés sur la période)		-372	-1 045
Charge d'impôts du Groupe		85	216
<i>Taux effectif d'impôt</i>		<i>6,6%</i>	<i>NA</i>

■ **Note 12 : Impôts différés Actif**

En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Déficits fiscaux reportables :		
- Allemagne	277	225
- Espagne	125	
Impôts différés Actif	402	225

■ **Note 13 : Déficit fiscaux non activés**

En k€	Mars.05 Base en devise	Exercice	Mars.06 Base en devise	Mars.06 Base en Euros	Taux IS	Montant non activé en K€
Geci International (*)	6 030	841	6 871	6 871	35,43%	2 434
Geci France	1 609	-1 327	282	282	35,43%	100
Geci Systèmes	416	0	416	416	35,43%	147
Sky Design	284	-284	0	0	35,43%	0
Intégration fiscale France	8 339	-770	7 569	7 569		2 682
Geci Ltd and Mohacs Int.en GBP	3 064	-357	2 707	3 888	30,00%	1 166
MTS en CHF	349	0	349	221	35,00%	77
Geci Indonesia en USD	348	59	407	336	20,00%	67
Geci Nusantara en USD	491	0	491	406	20,00%	81
Total				12 420		4 074

Le tableau indique l'ensemble des déficits fiscaux reportables des sociétés du groupe qui n'ont pas été activés par prudence.

(*) La société Geci International est à la tête d'un groupe d'intégration fiscale depuis le 1er avril 2002

■ **Note 14 : Effectifs**

	Opérationnels	Salariés productifs	Sous-traitants	Avril-Mars.06 12M	Avril-Mars.05 12M
France	38	220	12	270	258
Allemagne	17	142	7	166	111
Angleterre	3	8	8	19	18
Espagne	0	18		18	12
Roumanie	9	69		78	97
Autres	9		26	35	9
Effectif moyen	76	457	53	586	505

■ **Note 15 : Crédit-bail**

En K€	Paiements minimum au titre de la location	2005-2006 Intérêts	Principal Mars 2006	Principal Mars 2005
A moins d'un an	31	0	31	215
Entre un et cinq ans	0	0	0	22
A plus de cinq ans	0	0	0	0
Total	31	0	31	237

■ **Note 16 : Engagements hors bilan**

- ❖ La société Geci International a bénéficié d'un abandon de créances de 500 000 euros accordé par la société GTH en juillet 2004.

Cet abandon est assorti d'une clause de remboursement éventuel en cas de retour à meilleure fortune. La clause de retour à meilleure fortune a été modifiée suite à l'augmentation de capital de juillet 2005 par un avenant daté du 3 octobre 2005. Cette clause est valable jusqu'au 3 octobre 2010.

Le retour à meilleure fortune se définit comme suit : des comptes approuvés par l'assemblée générale faisant apparaître une situation nette consolidée supérieure ou égale à 10 000 000 euros ou un résultat net consolidé supérieur à 1 300 000 euros pour la deuxième année consécutive.

- ❖ La société SkyDesign a bénéficié d'une subvention de 1 000 000 euros accordée par la société GTH en mars 2006.

Cette subvention est assortie d'une clause de remboursement éventuel en cas de retour à meilleure fortune dans les cinq ans à compter de la date de signature de l'acte, soit le 31 mars 2011.

Le retour à meilleure fortune se définit comme suit : des comptes approuvés par l'assemblée générale faisant apparaître une situation nette supérieure ou égale à 2 000 000 euros pour la deuxième année consécutive.

Concernant les indemnités de fin de carrière, le rapprochement entre la provision constatée dans le comptes et la dette actuarielle se présente comme suit :

	En k€	Mars.06 IFRS	Mars.05 IFRS
Valeur des engagements de fin d'exercice		364	417
Modification de régime restant à amortir (a)		-117	-132
Gains et (pertes) actuariels restant à amortir		59	10
Provision comptabilisée au bilan de fin d'exercice		306	295

La modification des droits de la CCN du Syntec, intervenue au cours de l'exercice 2004/2005, est amortie dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés (soit respectivement 6,9 ans pour Geci International, 12,6 ans pour Geci France & 17,6 ans pour Geci Systèmes).

■ **Note 17 : Transactions avec les parties liées**

L'actionnaire majoritaire de GECI INTERNATIONAL est Serge BITBOUL, qui détient 63% des actions de la société directement et indirectement via GECI TECHNOLOGIES HOLDING (GTH) dont il est l'associé unique.

Le montant des compte-courants créditeurs associés dans GECI INTERNATIONAL est de 509 K€ au 31/03/2006. Il était de 7.959 K€ au 31/03/2005.

■ **Note 18 : Rémunérations des dirigeants et des administrateurs de Geci International**

La rémunération brute totale des dirigeants, salaires et éventuels avantages en nature compris, a été de :

- M. BITBOUL, Président Directeur Général, 161 476 € [Rém. Fixe : 156 000 € - Avantages en nature : 5 476 €]
- M. d'ERSU, Directeur des Opérations Internationales, 111 511 € [Rém Fixe : 107 293 €- Avantages en nature : 4 218 €]
- Mme SANSONETTI - TURNAU, Directeur des Opérations France, 104 487 € [Rémunération Fixe].

Ces dirigeants n'ont pas reçu de jetons de présence au titre de leurs mandats d'administrateurs de Geci International.

Les autres administrateurs ont bénéficié d'un total de 40 000 € de jetons de présence.

■ **Note 19 : Honoraires des commissaires aux comptes**

	En k€	Mazars et Guérard	Bernard Maréchal-Gouée
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés GECI International		120	44
Commissariat aux comptes et certification des filiales intégrées globalement		0	0
Missions accessoires		8	0
Total des honoraires		128	44

■ **Note 20 : Options de souscription d'actions et actions gratuites**

- ❖ Plan de souscription d'actions voté par l'Assemblée Générale du 30 septembre 1999 de 644 640 actions
Aucune attribution active
- ❖ Plan de souscription d'actions voté par l'Assemblée Générale du 28 septembre 2001 de 200 000 actions
Aucune attribution
- ❖ Plan d'actions gratuites voté par l'Assemblée Générale du 27 septembre 2005¹
Aucune attribution
- ❖ Plan d'actions au profit des adhérents d'un PEE voté par l'Assemblée Générale du 27 septembre 2005¹
Aucune attribution

■ **Note 21 : Taux de conversion des devises étrangères**

Devises étrangères en €	Taux clôture	Taux ouverture	Taux moyen 2005/2006	Taux moyen 2004/2005
Dollar des EU - USD	0,82617	0,77423	0,82579	0,79221
Livre sterling - GBP	1,43596	1,45412	1,46578	1,46324
Franc suisse - CHF	0,63287	0,64520	0,64382	0,65001
Nouveau leu roumain - RON	0,28411	0,27230	0,27970	NA
Rand sud-africain - ZAR	0,13322	0,12269	0,12881	0,12712

¹ Ces deux autorisations font l'objet d'un plafond global fixé à 4% du capital social

III - FILIALES ET PARTICIPATIONS

III.1 - FILIALES

Dénomination	Siège Social	Méthode de consolidation	% de Contrôle	% d'Intérêt
FRANCE				
GECI International SA	105 Bis Bld Malesherbes 75008 PARIS	Globale	Société Mère	Société Mère
GECI France SAS	105 Bis Bld Malesherbes 75008 PARIS	Globale	99.97	99.97
GECI SYSTEMES SAS	2, esplanade Grand Siècle 78000 VERSAILLES	Globale	100	100
SKYDESIGN SAS	105 Bis Bld Malesherbes 75008 PARIS	Globale	100	100
AGIR	ZE Jean Monnet Nord 83500 LA SEYNE-SUR-MER	Globale	95	95
EUROPE				
GECI GMBH	Martiusstrasse 5 80802 MUNCHEN ALLEMAGNE	Globale	100	100
DOPS	Flugplatz Oberpfaffenhofen 82234 WEBLING ALLEMAGNE	Globale	90	90
MOHACS INTERNATIONAL	1 Park Place, Canary wharf LONDON ANGLETERRE	Globale	99.99	99.99
GECI LTD	1 Park Place, Canary wharf LONDON ANGLETERRE	Globale	100	100
MTS	9 Rue de la paix MONTREUX SUISSE	Globale	99.80	99.80
GECI ENGINEERING SERVICES srl	Stirbei Voda, n°26-28 Sect. 1 BUCAREST 70000 ROUMANIE	Globale	100	100
GECI Ingenieria SI	Calle Orense, 85 28020 MADRID Espagne	Globale	100	100
GECI SRL	Largo Aldo de Benedetti 20124 MILANO ITALIE	Non Conso ¹	95	95
SKY AIRCRAFT INDUSTRIES	Aéroport d'EVORA – Province d'ALENTEJO PORTUGAL	Non Conso ²	100	100
AFRIQUE				
HITEP	2 Elgin Road SUNNINGHILL 2157 AFRIQUE DU SUD	Globale	100	100
ASIE DU SUD EST				
GECI INDONESIA PT	Bumi Bina Usaha - Jl Asia Afrika BANDUNG 40112 INDONESIE	Globale	99	99
GECI NUSANTARA PT	Bumi Bina Usaha - Jl Asia Afrika BANDUNG 40112 INDONESIE	Globale	99	98

III.2 - PARTICIPATION

La société détient une participation de 9 K€ soit 20% dans Synited GmbH, groupement de commercialisation auprès d'Airbus GmbH.

¹ Cette société est non significative. Elle est évaluée à sa situation nette soit 47 K€.

² La société SKY AIRCRAFT INDUSTRIES a été créée le 21 septembre 2005 au capital de 50.000 € et n'a pas pour l'instant d'activité significative.

IV - PASSAGE AUX NORMES IAS/IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des Etats Membres devront établir pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2005 leurs états financiers consolidés selon les normes IFRS. Les comptes consolidés établis au 30 septembre 2005 sont donc établis conformément à ces normes.

Les comptes publiés antérieurement étaient établis selon le règlement 99-02, qui était la norme réglementaire en vigueur jusqu'en décembre 2004.

Les comptes publiés pour le 31 mars 2005 ont donc été retraités pour être disponibles sous les deux versions : CRC 99-02 et IFRS.

IV.1 - COMPTE DE RESULTAT 31.03.2005

Compte de résultat consolidé <i>En Milliers d'Euros</i>	Avril 04-Mars 05 CRC-9902	Avril 04-Mars 05 IFRS
Chiffre d'affaires	27 668	Chiffre d'Affaires 27 668
Production stockée et autres produits	643	Coûts Directs -20 841
Produits d'exploitation	28 311	Marge Brute 6 827
Coûts des services rendus	-21 434	Frais Généraux -8 121
Marge Brute	6 877	Résultat Opérationnel Courant -1 294
Frais généraux	-8 613	Autres Produits et Charges Opérationnels -400
Résultat d'Exploitation	-1 736	Résultat Opérationnel Net -1 694
Charges et produits financiers	-649	Coût de l'Endettement Financier Net -491
Charges et produits exceptionnels	500	Autres Produits et Charges Financiers -158
Résultat Courant des Entreprises Intégrées	-1 885	Résultat avant Impôt -2 343
Impôts sur les bénéfices	-174	Impôt -216
Résultat Net des Entreprises Intégrées	-2 059	Résultat Net -2 559
Intérêts minoritaires	36	Dont Intérêts Minoritaires 36
Résultat Net - Part du Groupe	-2 095	Dont Part du Groupe -2 595

■ Tableau de passage

	Coûts directs	Frais généraux	Autres pdts et ch.op.	Passage en Capitaux Propres	Impôt
CRC-9902	-21 434	-8 613	0		-174
Production stockée et autres produits					
	643	604	39		
Charges et produits exceptionnels					
	500		400	-400	500
Reclassement provision retraite					
		-53	53		
Impôts sur les bénéfices					
	-174	42			-42
IFRS	-20 841	-8 121	-400	500	-216

IV.2 - BILAN AU 31.03.05

Bilan consolidé En Milliers d'Euros	Mars 05 CRC-99-02	Mars 05 IFRS
ACTIF IMMOBILISE		ACTIF
Ecarts d'acquisition		Ecarts d'acquisition
Immobilisations incorporelles	268	Projet Skylander
Immobilisations corporelles	618	Immobilisations incorporelles
Immobilisations financières	281	Immobilisations corporelles
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 167	Participations dans les entreprises associées
ACTIF CIRCULANT		Actifs financiers non courants
Stocks, Encours Production, Services	3 197	Impôts différés actif
Avances et acomptes versés		Actifs non courants
Clients et comptes rattachés	12 043	Clients et comptes rattachés
Autres créances et comptes de régularisation	2 999	Actifs sur contrats encours
Disponibilités	987	Autres actifs courants
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	19 226	Disponibilités et quasi-disponibilités
TOTAL ACTIF	20 393	Actifs courants
Capital social	3 223	TOTAL DE L'ACTIF
Réserves et résultat consolidés	-9 447	PASSIF
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	-6 224	Capital Social
Intérêts minoritaires	97	Primes
		Réserves consolidées
		Ecarts de conversion
		Résultat Net - Part du Groupe
		Capitaux Propres - Part du Groupe
		Intérêts minoritaires
		Capitaux Propres
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	-6 127	Provision Indemnités Fin Carrière
Provisions pour risques et charges	597	Dettes financières long terme
DETTES		Passifs non courants
Emprunts et dettes financières	14 335	Dettes financières court terme
Avances et acomptes reçus sur commande		Provisions courantes
Fournisseurs et comptes rattachés	1 657	Passifs sur contrats encours
Autres dettes et comptes de régularisation	9 931	Fournisseurs et comptes rattachés
TOTAL DES DETTES	25 923	Autres passifs courants
		Passifs courants
		TOTAL DU PASSIF
TOTAL PASSIF	20 393	

■ Tableau de passage

	Projet Skylander	Participations	Actifs financiers NC	Impôts différés Actif	Clients	Actifs s/contrats EC	Autres actifs courants	Disponibilités	Passifs s/contrats EC	Autres passifs courants	Réserves consolidées	Résultat Net
CRC-9902	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 929	
Stocks	3 197											
Immos financières	281	66	215									
Clients et comptes rattachés	12 043				10 364	1 679						
Autres créances	2 999			225			2 774					
Disponibilités	987		117					870				
Autres dettes	9 931								910	9 021		
Résultat Net - Part du Groupe											500	-2 595
IFRS	3 197	66	332	225	10 364	1 679	2 774	870	910	9 021	-2 429	-2 595

IV.3 - NOTES SUR LES PRINCIPAUX RETRAITEMENTS

■ Compte de résultat

Au 31.03.05, les charges et produits exceptionnels incluaient un abandon de créances de 500 000 euros accordé par l'actionnaire majoritaire de la société mère du Groupe Geci International à cette dernière. Cet abandon n'est pas considéré comme un produit en norme IFRS et est passé directement en capitaux propres.

Les éléments auparavant enregistrés en production stockée et autres produits, ainsi qu'en charges et produits exceptionnels sont maintenant enregistrés directement en coûts directs ou frais généraux, suivant la nature du produit ou de la charge.

Au niveau du résultat financier, les charges et produits d'intérêts sont désormais distingués des autres éléments financiers; ils forment la charge d'endettement net.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments sans rapport direct avec l'activité ou très significatifs et qui perturbent la lisibilité des comptes.

Le crédit d'impôt recherche enregistré en CRC-99-02 en minoration de la charge d'impôt vient maintenant minoré le montant global des coûts directs.

■ Bilan consolidé

Les dépenses de développement relatives au projet Skylander, enregistrées en CRC-99-02 en Travaux en cours sont reclassées en immobilisations incorporelles.

Les participations sont clairement identifiées.

Les actifs financiers non courants sont distingués, ils concernent pour l'essentiel des dépôts de garantie.

Les actifs et passifs sur contrats en cours sont distingués des créances clients. Pour un contrat donné un actif net sur contrat en cours (ou passif) est déterminé alors qu'auparavant un même contrat pouvait présenter à la fois un actif (Factures à Emettre) et un passif (Acomptes reçus).

■ Information sectorielle

Le groupe communiquait déjà sur ses secteurs d'activité et ses secteurs géographiques. Cette information a été étayée, puisqu'elle comprend également les principaux éléments de bilan par secteur.

IV.4 - NOTES DÉTAILLÉES SUR LA TRANSITION IFRS

La norme IFRS 1 prévoit des dispositions spécifiques pour le traitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS. Les principales options retenues par le Groupe à ce titre sont les suivantes :

■ Regroupements d'entreprise

Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3.

■ Immobilisations corporelles

Le Groupe a choisi de maintenir la valeur historique comme base de valorisation pour les immobilisations corporelles et de ne pas les évaluer à leur juste valeur à la date de transition.

Le groupe ne détient pas d'immeubles susceptibles d'être valorisés en juste valeur.

Le traitement antérieur des immobilisations corporelles est conforme au traitement IFRS.

■ Immobilisations incorporelles

Le seul actif identifié porte sur le projet Skylander, il est d'ores et déjà activé.

■ Engagements de retraite

Les écarts actuariels sont reconnus de façon prospective, aucun passage par capitaux propres n'a été opéré.

■ Ecarts de conversion

Le Groupe n'a pas transféré en « réserves consolidées » les écarts de conversion relatifs à la conversion des comptes des filiales étrangères au 1^{er} janvier 2004.

■ Paiements sur la base d'actions (stock options)

Le Groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 2 pour les plans octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 1^{er} janvier 2005. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués, ni comptabilisés.

■ Instruments financiers

Le groupe intègre d'ores et déjà les engagements liés à la mobilisation de créance dans ses dettes financières.

Le groupe ne dispose pas d'instruments financiers dont le retraitement serait significatif.

Le groupe ne dispose pas d'actifs et de passifs d'exploitation dont l'actualisation serait significative.

■ **Actualisation des provisions long-terme**

La norme IAS 37 impose l'actualisation des provisions dès lors que l'effet de la valeur temps est significatif. Les provisions long terme, hors retraite - déjà actualisée- ne justifient pas d'actualisation.

■ **Engagements de rachat d'actions**

Les engagements pris par le Groupe sur l'achat d'intérêts minoritaires fermes ou conditionnels étaient déjà assimilés à une dette financière.

■ **Couvertures de change et de taux**

Le groupe ne pratique pas d'opérations de couverture.

■ **Frais d'émission d'emprunts**

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés selon IAS 39 en déduction de l'emprunt, puis amortis en charges financières sur la durée de l'emprunt. Le calcul d'un taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements des intérêts et l'amortissement des frais d'émission d'emprunt.

Le groupe ne dispose pas de frais d'émission d'emprunts.

■ **Contrats de construction**

Le groupe appliquait déjà la norme IFRS : Les revenus des contrats sont comptabilisés à l'avancement selon les coûts induits et les contrats déficitaires sont provisionnés dès lors qu'une perte à terminaison est probable.

■ **Impôts Différés**

Les impôts différés du groupe étaient déjà évalués selon les critères des normes IFRS.

■ **Contrats de Location Financement**

L'ensemble des contrats de location financement au regard de la norme faisait déjà l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidé.



6.7. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 mars 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société GECI INTERNATIONAL relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2004/2005 retraitées selon les mêmes règles.

6.7.1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous formulons deux réserves sur les points suivants :

- ❖ Votre société a, au 31 mars 2006, un encours de 4 314 K€ relatifs au développement de son projet d'avion Skylander. Les perspectives de développement de ce projet, pour lesquels les financements sont en cours de négociation, ne nous paraissent pas suffisamment concrétisées pour nous permettre de conclure sur sa valorisation.
- ❖ Votre société a, au 31 mars 2006, un actif sur contrat en cours de 586 K€ relatif à des travaux complémentaires réalisés, hors cadre d'un support contractuel adapté, par sa filiale allemande GECI GMBH. L'incertitude existant, en l'état actuel des réclamations en cours, sur les aléas négatifs ou positifs liés à l'obtention de l'avenant demandé ne nous paraît pas justifier la comptabilisation de ce produit.

Sous ces réserves, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

6.7.2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, outre celles ayant donné lieu aux réserves mentionnées ci-dessus, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- ❖ GECI INTERNATIONAL constate les résultats sur les contrats de longue durée selon les modalités décrites dans les notes annexes. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par les chargés d'affaires sous le contrôle de la Direction générale. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction générale ;
- ❖ le niveau des impôts différés actif, défini au regard des perspectives bénéficiaires des différentes sociétés du groupe, selon les principes présentés dans les notes annexes ;
- ❖ votre société avait, au 31 mars 2005, une créance résiduelle d'un montant de 500 K€, relative à une prestation effectuée en 2003 par la société GECI FRANCE, dont l'absence d'éléments probants quant à son caractère recouvrable nous avait conduit à émettre une réserve sur les comptes à fin mars 2005. Au 31 août 2006, un protocole d'accord transactionnel a été signé réglant le contentieux. Aux termes de cet accord, la créance résiduelle sera payée en numéraire à hauteur de 150 K€ et en nature par concession d'une licence d'exploitation d'un programme d'avion sur une durée de deux ans, pour une valeur de 350 K€ justifiée par une évaluation établie par un expert indépendant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion avec réserves exprimée dans la première partie de ce rapport.

6.7.3. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. A l'exception de l'incidence des faits exposés en première partie de notre rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 12 Septembre 2006

Les commissaires aux comptes

**BERNARD
MARECHAL-GOUEE**



Bernard Maréchal-Gouée

MAZARS & GUERARD



Danièle Batude
